



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/67/11  
20 juin 2012

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Soixante-septième réunion  
Bangkok, 16 – 20 juillet 2012

**RAPPORT D'ACTIVITÉS DE COOPÉRATION BILATÉRALE  
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

Le présent document se compose des parties suivantes :

- Observations et recommandations du Secrétariat du Fonds
- Rapports d'activités 2011 en matière de coopération bilatérale des pays suivants : Australie, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Portugal, Espagne et Suède (janvier - décembre 2011)

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

### Observations

1. Les pays concernés par des activités de coopération bilatérale et qui ont communiqué des bases de données pour étayer leurs rapports périodiques, sont les suivants : Australie, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Portugal, Espagne et Suède. Le Canada et la France ont aussi présenté des rapports périodiques descriptifs qui figurent en annexe au présent document.

2. La République tchèque, Israël et la Suisse n'ont pas présenté de rapports périodiques. Toutefois, le tableau récapitulatif fait état des données dégagées de leurs rapports périodiques précédents ou de leur inventaire de projets approuvés. Les rapports périodiques sont le seul moyen d'indiquer la clôture définitive de tous les comptes de financement associés aux projets de coopération bilatérale approuvés par le Comité exécutif. Le Comité exécutif peut souhaiter demander que les rapports périodiques de la République Tchèque, d'Israël et de la Suisse soient communiqués à la 68<sup>e</sup> réunion, étant donné que le rapport périodique des agences bilatérales est la seule indication d'ordre financier du décaissement de tous les fonds approuvés ou de l'obligation de les restituer (plus les intérêts, le cas échéant).

3. Des données supplémentaires, dégagées des rapports périodiques antérieurs soumis par d'autres pays ayant participé à des activités de coopération bilatérale, figurent aussi dans la base de données (qui comprend des données intéressantes des projets dont l'achèvement a déjà été signalé par les pays suivants : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Hongrie, Pologne, Singapour, République slovaque, République sud-africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord, et États-Unis d'Amérique). Ces données apparaissent dans le rapport périodique global (UNEP/OzL.Pro/ExCom/67/10).

4. Le tableau 1 présente un récapitulatif de la coopération bilatérale. Depuis la création du Fonds, plus de 128,2 millions \$US ont été approuvés pour des activités bilatérales. Le tableau indique que 90 pour cent des activités bilatérales ont été menées à bonne fin. Les agences bilatérales ont estimé que leurs projets lorsqu'ils seront achevés, entraîneront l'élimination totale de 9 693 tonnes PAO par an. Les projets bilatéraux en cours ou achevés ont déjà eu pour effet l'élimination de 8 694 tonnes PAO. Le taux de décaissement des activités bilatérales est de 87 pour cent.

Tableau 1

### RECAPITULATIF ANNUEL DE LA COOPERATION BILATERALE

Année d'approbation	Nombre de projets approuvés*	Nombre de projets achevés	Projets achevés (%)	Quantité de PAO à éliminer*	Quantité de PAO éliminée*	PAO éliminés (%)	Financement approuvé + ajustement (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	Fonds décaissés (%)	Solde (\$US)	Montant estimatif décaissé pour l'année en cours (\$US)	Coûts d'appui approuvés (\$US)	Ajustements des coûts d'appui (\$US)
1991	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0	0
1992	18	18	100%	0	0	0%	2 883 669	2 883 669	100%	0	0	0	0
1993	10	10	100%	0	0	0%	1 445 586	1 445 586	100%	0	0	0	0
1994	30	30	100%	347	243	70%	3 190 374	3 190 374	100%	0	0	0	0
1995	17	17	100%	483	296	61%	4 654 902	4 654 902	100%	0	0	0	0
1996	26	26	100%	251	209	83%	3 453 049	3 453 049	100%	0	0	0	0
1997	32	32	100%	154	54	35%	4 040 251	4 040 251	100%	0	0	0	1 500
1998	39	39	100%	41	25	60%	4 108 525	4 108 525	100%	0	0	0	0
1999	59	58	98%	734	447	61%	12 255 669	11 820 389	96%	435 280	189 577	1 030 434	-9 725
2000	29	29	100%	967	959	99%	4 808 878	4 808 878	100%	0	0	543 835	-596
2001	37	37	100%	1 595	1 245	78%	7 533 464	7 522 222	100%	11 242	0	896 576	-37 451
2002	61	61	100%	1 037	798	77%	7 971 074	7 910 174	99%	60 900	60 900	917 982	-5 750
2003	32	32	100%	245	257	105 %	6 924 166	6 810 120	98%	114 046	0	743 181	58 184

Année d'approbation	Nombre de projets approuvés*	Nombre de projets achevés	Projets achevés (%)	Quantité de PAO à éliminer*	Quantité de PAO éliminée*	PAO éliminés (%)	Financement approuvé + ajustement (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	Fonds décaissés (%)	Solde (\$US)	Montant estimatif décaissé pour l'année en cours (\$US)	Coûts d'appui approuvés (\$US)	Ajustements des coûts d'appui (\$US)
2004	30	29	97%	337	247	73%	15 086 253	14 448 833	96%	637 420	598 355	1 599 058	-45 943
2005	28	26	93%	1 693	2 263	134 %	19 237 038	16 704 860	87%	2 532 178	1 010 933	2 126 577	-95 039
2006	25	23	92%	382	562	147 %	7 234 529	6 434 380	89%	800 149	308 468	902 173	-15 490
2007	14	12	86%	315	316	100 %	3 228 517	3 079 181	95%	149 336	115 000	439 452	-10 617
2008	33	21	64%	709	533	75%	7 711 818	4 851 859	63%	2 859 959	1 405 537	941 083	-495
2009	21	15	71%	245	205	84%	2 512 124	2 342 449	93%	169 675	49 377	315 620	0
2010	20	6	30%	109	35	32%	3 473 950	829 740	24%	2 644 210	1 439 401	498 374	-58 527
2011	20	1	5%	50	0	0%	6 459 517	207 536	3%	6 251 981	4 673 905	783 927	0
<b>Total</b>	<b>581</b>	<b>522</b>	<b>90%</b>	<b>9 693</b>	<b>8 694</b>	<b>90%</b>	<b>128 213 353</b>	<b>111 546 977</b>	<b>87%</b>	<b>16 666 376</b>	<b>9 851 453</b>	<b>11 738 271</b>	<b>-219 949</b>

\* Projets clos et transférés exclus

### Retards survenus dans la mise en oeuvre

5. La mise en œuvre de sept projets de coopération bilatérale a été retardée. Entre 2010 et 2011, le nombre de projets dont la mise en œuvre relève d'agences d'exécution bilatérale et qui ont accusé un retard a diminué de trois unités. D'après les procédures d'annulation de projets (décision 26/2), un rapport sur les projets dont la mise en œuvre a été retardée devrait être transmis à la 68<sup>e</sup> réunion, afin que le Comité exécutif détermine si des progrès ont été réalisés pour éliminer les obstacles à l'origine de ces retards. Le tableau 2 présente, par agence bilatérale, la liste des projets dont la mise en œuvre a été retardée et pour lesquels un rapport actualisé devra être présenté à la 68<sup>e</sup> réunion.

**Tableau 2**

### PROJETS DONT LA MISE EN OEUVRE A ETE RETARDEE

Agence	Code du projet	Titre du projet	Retard
République tchèque	EUR/SEV/57/TAS/07	Mise en œuvre de la coopération régionale afin de mettre à exécution la réglementation pour la prévention du commerce illicite des SAO dans les pays du réseau de l'Europe et de l'Asie Centrale (première tranche)	12 mois
République tchèque	EUR/SEV/60/TAS/10	Mise en œuvre de la coopération régionale afin de mettre à exécution la réglementation pour la prévention du commerce illicite des SAO dans les pays du réseau de l'Europe et de l'Asie Centrale (deuxième tranche)	12 mois
France	AFR/SEV/53/TAS/39	Réseaux Afrique d'application de mesures douanières pour la prévention du commerce illicite de SAO au sein des organisations commerciales sous-régionales africaines (CEMAC, COMESA, SACU et UEMOA)	12 et 18 mois
Israël	GLO/FUM/56/TAS/296	Atelier international d'assistance technique en vue d'éliminer l'utilisation du bromure de méthyle	12 mois
Italie	IND/ARS/56/INV/424	Plan d'élimination des CFC dans la fabrication d'inhalateurs à doseur pharmaceutiques	18 mois
Japon	GLO/SEV/59/TRA/297	Formation en technologies de remplacement des HCFC	12 mois
Espagne	LAC/FUM/54/TAS/40	Assistance technique ayant pour objet de mettre en place d'autres solutions chimiques dans les pays qui ont rééchelonné leur plans d'élimination du bromure de méthyle (Argentine et Uruguay)	12 mois

## **Activités bilatérales : points saillants**

6. Sur les 58 projets bilatéraux en cours d'exécution, cinq sont des projets d'investissement; cinq ont trait à des activités d'assistance technique, un à la formation, quatre à des projets sectoriels de plan d'élimination, six à des activités de plan d'élimination du bromure de méthyle, un à des activités de plan d'élimination des SAO, huit à des projets de plan d'élimination de CFC, deux à des activités de plan d'élimination du CTC, dix-sept à des activités de plan d'élimination des HCFC, quatre à des activités de préparation de projet, et cinq sont des activités de démonstration.

### **Australie**

7. L'Australie a achevé 25 projets et en a éliminé un. Elle met actuellement en oeuvre un plan de projet de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Indonésie (IDS/PHA/64/TAS/196) qui avait été approuvé à la 64<sup>e</sup> réunion. L'Australie a indiqué que ses représentants ont participé au lancement du PGEH en mars 2012 et entrepris des activités de partage de l'information avec le gouvernement de l'Indonésie et des entreprises. L'accord avec l'agence d'exécution (PNUD) est presque conclu et, dès sa signature, des activités plus substantielles auront lieu.

### **Canada**

8. Le Canada exécute cinq projets bilatéraux, dont la plupart sont associés à des plans d'élimination des CFC ou des SAO. Il a mené à terme 75 projets supplémentaires et éliminé trois. Lorsqu'ils seront achevés, les projets bilatéraux canadiens en cours devraient entraîner l'élimination de 54,1 tonnes PAO. Le Canada exécute les activités du plan d'élimination des CFC au Chili et à Sainte-Lucie, et des projets de plan d'élimination des SAO en Bolivie (État plurinational de) et un projet d'investissement concernant le bromure de méthyle au Mexique.

### Accords pluriannuels

9. Le Canada est à mettre en oeuvre cinq tranches de quatre accords pluriannuels, dont un plan de gestion de l'élimination finale (PGEF) en Bolivie (État plurinational de), deux plans nationaux d'élimination des CFC au Chili, un projet de bromure de méthyle au Mexique, et un PGEF à Sainte-Lucie.

10. En ce qui a trait au projet d'élimination des CFC in Chili, le Canada a indiqué que le projet a été achevé en mars 2012. Quelque 107 reconversions ont été entreprises et vérifiées, 480 techniciens ont reçu une formation en bonnes pratiques, et on a élaboré une norme de bonnes pratiques qui a été officiellement publiée en juin 2011 par l'Institut national des normes pour la première tranche (CHI/PHA/55/INV/166). En ce qui a trait à la deuxième tranche (CHI/PHA/60/INV/173), le Canada a indiqué que le lancement des activités avait été reporté en attendant le bon déroulement des activités relevant de la phase I, laquelle a été retardée en partie à cause du tremblement de terre de 2010. Les activités de la phase I ayant pour la plupart été achevées à la fin de 2010, la mise en oeuvre de la phase II a commencé au cours du premier trimestre de 2011. En 2011, quelque 39 reconversions ont été entreprises et vérifiées et 4 ateliers ont été tenus sur les bonnes pratiques. Bien qu'elles aient été retardées, les activités progressent maintenant à un rythme régulier, et un montant supplémentaire de 76 500 \$US a été décaissé en mars 2012.

11. Quant au PGEF de la Bolivie (État plurinational de) (BOL/PHA/57/TAS/32), le Canada a indiqué que la plus grande partie du solde des fonds à la fin de 2010 (26 000 \$US) avait été attribuée à l'achat d'équipements qui seront gérés au pays par l'Unité nationale d'ozone (UNO) au cours du premier trimestre de 2011. Le Canada a aussi indiqué qu'au début de 2011, un montant de 21 000 \$US avait été transféré à la Bolivie (État plurinational de) pour l'UNO afin d'amorcer le processus

d'approvisionnement, en étant entendu que le solde final de 5 000 \$US serait décaissé après l'achèvement du projet. Au milieu de 2011, l'UNO avait indiqué que le processus était en cours. Toutefois, en septembre 2011, le Canada a été informé qu'il y avait eu des changements à l'UNO, et il n'avait reçu depuis lors aucune nouvelle du projet, malgré ses tentatives répétées de communication avec l'UNO et le directeur général et vice-ministre responsable. Comme l'accord entre le Canada et la Bolivie (État plurinational de) est venu à expiration, le Canada se propose de demander au Comité exécutif d'annuler le reste de la tranche du PGEF, et que le solde restant de 5 000 \$US plus les coûts d'appui soient retournés au Fonds.

12. Dans le cadre de l'élimination des CFC à Sainte-Lucie (STL/PHA/56/INV/15), le Canada a indiqué que 109 techniciens et 85 agents des douanes ont reçu une formation depuis 2009. L'achat d'équipements s'est terminé à la fin de 2010 et les activités finales, y compris l'établissement d'un entrepôt virtuel pour les frigorigènes récupérés, se sont terminées en mars 2012. Le solde des fonds de 1 039,16 \$US sera retourné au Fonds.

13. Le Canada a indiqué que le « plan national d'élimination du bromure de méthyle » au Mexique (MEX/FUM/54/INV/138) s'est terminé en mars 2012. La principale activité entreprise depuis le rapport périodique de l'an dernier a été l'achat et l'installation dans les entreprises de matériel permettant d'utiliser des produits de remplacement du bromure de méthyle, et plus particulièrement la phosphine, le fluorure de soufre, et de matériel de traitement thermique. Tous les fonds devraient être dépensés d'ici le début d'avril 2012.

## **France**

14. La France est à mettre en oeuvre six projets bilatéraux. Elle a signalé que 90 projets avaient été menés à bien et que huit avaient été éliminés. Trois de ses projets en cours sont des projets d'investissement : un plan d'élimination des CFC au Kenya et deux projets de plan d'élimination des CFC en République démocratique populaire du Laos. La France est aussi à mettre en oeuvre un projet de démonstration de destruction au Mexique, un projet de démonstration de refroidisseurs dans la région Afrique et un projet d'assistance technique au profit des réseaux Afrique d'application des mesures douanières. La France met actuellement en oeuvre des projets qui devraient lorsqu'ils seront achevés, entraîner l'élimination de 72,3 tonnes PAO.

### Accords pluriannuels

15. La France est à mettre en oeuvre trois tranches de deux accords pluriannuels, y compris un plan d'élimination des CFC au Kenya et deux plans d'élimination des CFC en République démocratique populaire du Laos. Tous les accords pluriannuels devraient être achevés en 2012.

16. En ce qui a trait au plan d'élimination des CFC (première tranche) de la République démocratique populaire du Laos (LAO/PHA/54/INV/18), la France a indiqué qu'on avait aussi organisé en juin 2011 d'autres ateliers de formation en bonnes pratiques de gestion des frigorigènes et que le programme pilote incitatif à la reconversion au HFC-134a des systèmes de réfrigération domestique et de réfrigération commerciale et des climatiseurs d'automobile dans la province de Khammouane pour les provinces du centre et du sud. En ce qui a trait à la mise à jour de l'application des règlements, on a organisé en février 2011, pour 95 participants des autorités du pays aux niveaux central et provincial, un atelier national portant sur la révision de la décision ministérielle sur le contrôle du système d'autorisation pour l'importation et l'exportation de SAO au pays. On a aussi offert en octobre 2011 de la formation sur la réglementation du transit et une formation de recyclage pour les agents des douanes sur le système d'autorisation des SAO. En ce qui a trait à la deuxième tranche (LAO/PHA/61/INV/21), La France a indiqué que l'accord de financement avait été signé en mai 2011.

17. Dans le cadre de l'élimination des CFC au Kenya (KEN/PHA/57/INV/46), la France a indiqué que la contribution française est mise en œuvre par GIZ-Proklima. On a tenu des sessions locales de formation des formateurs sur les hydrocarbures et les bonnes pratiques, et par la suite cinq sessions de formation pour les techniciens. Du matériel de formation ainsi que des trousseaux d'outils ont été achetés. Deux cours de formation en douanes ont aussi été dispensés.

#### Projets individuels

18. Deux des trois projets individuels devraient arriver à échéance en 2012 : le « projet de démonstration stratégique concernant la reconversion accélérée des refroidisseurs avec CFC dans les pays africains » (AFR/REF/48/DEM/36) et l'instauration « des réseaux Afrique d'application des mesures douanières pour la prévention du commerce illicite de SAO au sein des organisations commerciales sous-régionales africaines (CEMAC, COMESA, SACU et UEMOA) » (AFR/SEV/53/TAS/39).

19. Le « projet de démonstration stratégique concernant la reconversion accélérée des refroidisseurs à base de CFC » (AFR/REF/48/DEM/36) devrait prendre fin avec un retard de 34 mois. La France a fait savoir que sa contribution bilatérale est mise en œuvre dans le cadre de l'ONUDI et que du financement extérieur est octroyé par le Fonds français pour l'environnement mondial. Le dernier atelier régional a depuis eu lieu au Nigéria et au Cameroun. Toutefois, ni le Soudan, ni le Sénégal, n'ont été informés des options possibles de financement. Le Cameroun a indiqué qu'il sélectionnera l'option du fonds renouvelable et il a identifié 10 entreprises qui ont remplacé leurs refroidisseurs. Le Nigéria est en train d'envoyer les données finales sur les entreprises.

20. Le Comité exécutif peut souhaiter demander qu'un rapport de situation soit présenté d'ici la 68<sup>e</sup> réunion afin de définir un système approprié de cofinancement pour le Nigéria, le Sénégal et le Soudan, à titre de point de repère qui permettra d'éviter l'annulation possible des éléments de ces projets dans ces pays.

21. L'instauration « des réseaux Afrique d'application des mesures douanières pour la prévention du commerce illicite de SAO au sein des organisations commerciales sous-régionales africaines (CEMAC, COMESA, SACU et UEMOA) » (AFR/SEV/53/TAS/39) devrait maintenant s'achever avec un retard de 38 mois. Aucun fonds n'a été décaissé pour ce projet. La France a indiqué que, bien que diverses discussions aient eu lieu sur ce projet, aucune mesure concrète n'avait été prise.

22. Le Comité exécutif peut souhaiter demander qu'un rapport supplémentaire soit présenté à la 68<sup>e</sup> réunion pour évaluer les prochaines mesures à prendre afin d'éviter l'annulation possible du projet « des réseaux Afrique d'application des mesures douanières pour la prévention du commerce illicite de SAO au sein des organisations commerciales sous-régionales africaines » (AFR/SEV/53/TAS/39).

23. Le projet individuel qui reste, le « projet de démonstration pour la disposition des SAO indésirables au Mexique (MEX/DES/63/DEM/155) » devrait être achevé en 2013. Aucun fonds n'a été décaissé dans le cadre de ce projet, et la France a fait savoir que sa contribution bilatérale est mise en œuvre dans le cadre de l'ONUDI et en même temps comme partie du projet de l'ONUDI. La phase initiale a connu des retards, en raison des négociations difficiles sur l'accord de financement. Toutefois, la mise en œuvre du projet a progressé jusqu'à maintenant : un plan de travail a été établi pour le projet et les stocks existants de CFC à détruire ont été déterminés; un système de surveillance et de renseignement a été mis en place pour faciliter l'identification des SAO destinés à la destruction; des centres de récupération et de recyclage ont été informés du projet et des techniciens ont reçu une formation particulière; les centres de recyclage ont commencé à recevoir des équipements en décembre; des mandats pour les services d'incinération ont été préparés et finalisés lors d'une mission conjointe au Mexique à la fin de janvier 2012. Au cours de cette mission, on a évalué les installations de recyclage et de destruction. Le processus d'appel d'offres pour des services visant la destruction de 51,5 tonnes de CFC est actuellement en cours, la date limite étant le 4 mai 2012.

## **Allemagne**

24. L'Allemagne est à mettre en oeuvre 17 projets bilatéraux. Elle a mené à bien 191 projets supplémentaires et en a annulé quatre. Les projets en cours d'exécution devraient entraîner l'élimination de 234,3 tonnes PAO lorsqu'ils seront achevés. Sur ces 17 projets, 14 sont des projets d'investissement (12 tranches des PGEH et deux projets de bromure de méthyle (un pour la Jordanie et un pour le Yémen)), dont l'un est un projet d'assistance technique pour un PGEH et deux sont des projets de préparation.

### Accords pluriannuels

25. L'Allemagne est à mettre en oeuvre 13 tranches pour des plans d'élimination des HCFC dans 12 pays : Afghanistan, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chine, Iran (République islamique de), Lesotho, Liberia, Maurice, Namibie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Seychelles et Zimbabwe.

26. Trois accords pluriannuels approuvés il y a un an affichent un faible taux de décaissement : les PGEH de l'Afghanistan (AFG/PHA/63/INV/13) (1 pour cent), de l'Iran (République islamique de) (plan du secteur des mousses) (IRA/PHA/63/INV/201) (1 pour cent), et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG/PHA/63/INV/11) (2 pour cent).

27. Le Comité exécutif peut souhaiter demander un autre rapport de la situation à la 68<sup>e</sup> réunion afin de surveiller les faibles taux de décaissement pour l'avancement de la mise en oeuvre des projets pour les tranches des PGEH des pays suivants : Afghanistan, Iran (République islamique de) et Papouasie-Nouvelle-Guinée.

### Élaboration d'un PGEH

28. L'Allemagne compte deux projets en cours pour la préparation des PGEH dans deux pays. Le PGEH du Kenya a été approuvé à la 66<sup>e</sup> réunion, après la fin de la période de présentation du rapport périodique. Dans le cas du Botswana, l'Allemagne a indiqué que le PGEH a été présenté à la 65<sup>e</sup> réunion, mais que le pays ne pouvait pas confirmer l'établissement d'un système d'autorisation pour l'importation de SAO, lequel est une condition préalable à l'approbation d'un PGEH. L'Allemagne a indiqué que des efforts ont été déployés afin d'inciter le gouvernement à approuver le système d'autorisation, mais ce dernier n'a pas encore été approuvé.

29. Le Comité exécutif peut souhaiter demander à la 68<sup>e</sup> réunion un autre rapport de situation sur les mesures prises par le Botswana envers l'établissement du système d'autorisation d'importation et d'exportation de SAO.

## **Italie**

30. L'Italie est à mettre en oeuvre huit projets, dont sept projets d'investissement (six accords pluriannuels et un projet individuel) et une activité d'assistance technique (accord pluriannuel) qui permettront, lorsqu'ils seront mis en oeuvre, d'éliminer 249,9 tonnes PAO. Elle a aussi achevé 12 projets supplémentaires. Les projets en cours comprennent deux PGEF au Sénégal, un projet pour les inhalateurs à doseur en Inde, deux projets visant le bromure de méthyle au Mexique et au Maroc, un projet pour la réfrigération avec HCFC en Argentine, un PGEH dans le secteur des mousses en Croatie et un PGEH au Ghana, qui devraient être terminés entre 2012 et 2014.

### Accords pluriannuels

31. L'Italie est à mettre en oeuvre des accords pluriannuels dans six pays. Ces accords portent notamment sur deux projets concernant le bromure de méthyle au Mexique et au Maroc, deux projet

d'élimination des CFC au Sénégal et trois projets de plan d'élimination des HCFC en Argentine, en Croatie et au Ghana. En ce qui a trait à l'Argentine (ARG/REF/61/INV/163), l'Italie a indiqué que le faible décaissement des fonds pour le projet à partir de sa contribution (3 pour cent au 31 décembre 2011) est attribuable au fait que l'acquisition du matériel principal a été effectuée avec les fonds attribués au projet par le Secrétariat. Pour le Sénégal (SEN/PHA/57/INV/28) (décaissement de 0 pour cent au 31 décembre 2011), le solde du budget sera dépensé pour l'achat d'identificateurs supplémentaires de frigorigènes dans le cadre du PGEH. Le Comité exécutif peut souhaiter demander un rapport de situation supplémentaire à la 68<sup>e</sup> réunion, en raison du faible taux de décaissement du projet d'élimination des CFC au Sénégal (SEN/PHA/57/INV/28).

#### Projets individuels

32. L'Italie est à mettre en oeuvre un projet d'investissement en vue de l'élimination des CFC utilisés dans la fabrication des inhalateurs à doseur pharmaceutiques en Inde (IND/ARS/56/INV/424), lequel devrait être achevé en 2013.

#### **Japon**

33. Le Japon est à mettre en oeuvre 14 projets bilatéraux. Il a aussi achevé 24 projets supplémentaires. Les projets bilatéraux en cours devraient entraîner l'élimination de 519,7 tonnes PAO lorsqu'ils seront achevés. Le Japon est à mettre en oeuvre deux projets de plan d'élimination du CTC en Inde, deux PGEH en Chine et en Mongolie, un projet concernant le secteur de la réfrigération en Chine, un projet d'élimination pour le secteur des mousses aux Philippines, trois projets de démonstration dans la région Afrique, en Chine et en Colombie, un projet de formation à l'échelle mondiale, deux projets d'investissement dans la fabrication de mousses avec HCFC en Arabie saoudite, et deux activités de préparation de projets dans la région Asie-Pacifique et au Nigéria.

#### Accords pluriannuels

34. Le Japon est à mettre en oeuvre cinq tranches de quatre accords pluriannuels : une dans le secteur de l'entretien en réfrigération en Chine, deux pour les plans d'élimination du CTC en Inde, et deux PGEH pour la Chine et la Mongolie.

#### Projets individuels

35. Le Japon est à mettre en oeuvre six projets individuels portant sur les HCFC. La plupart de ces projets ont été approuvés récemment ou sont en bonne voie de l'être. Au titre du « projet de démonstration visant à valider l'utilisation du CO<sub>2</sub> super critique dans la fabrication de mousses rigides à base de polyuréthane pulvérisé » en Colombie (COL/FOA/60/DEM/75), aucun fonds n'a été décaissé. Le Japon a indiqué que le démarrage du projet a été retardé à cause de la signature du document de projet, qui a eu lieu juste après la fin de la période de présentation des rapports.

36. Le Comité exécutif peut souhaiter demander un rapport de situation supplémentaire sur l'achèvement du projet de démonstration des HCFC en Colombie (COL/FOA/60/DEM/75), si ce projet n'est pas terminé avant la 68<sup>e</sup> réunion.

37. Le « projet de démonstration stratégique pour une conversion accélérée des refroidisseurs à base de CFC dans les pays africains » (AFR/REF/48/DEM/35) a été approuvé en avril 2006. La France a indiqué que la Banque nationale d'Égypte avait conclu le contrat alors que l'accord avec la Banque nigérienne de l'industrie est encore en négociation. Tel qu'indiqué ci-dessus dans le rapport périodique de la France, il n'y a pas eu de résolution des questions touchant le mécanisme de financement et de cofinancement pour le Nigéria, le Sénégal, et le Soudan.

38. Le Comité exécutif peut souhaiter demander qu'un rapport de situation soit présenté d'ici la 68<sup>e</sup> réunion, afin de définir un système approprié de cofinancement pour le Nigéria, le Sénégal et le Soudan à titre de point de repère qui permettra d'éviter l'annulation possible des éléments de ces projets dans ces pays (AFR/REF/48/DEM/35).

#### Préparation de projet

39. Le Japon est à mettre en oeuvre la préparation d'un projet de démonstration projet concernant l'élimination des SAO pour la région Asie-Pacifique (ASP/DES/54/PRP/53) qui avait été approuvé en avril 2008. Ces projet devrait maintenant être achevé avec un retard de 46 mois. Le Japon n'a pas rendu compte de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de ce projet, dont l'échéance est prévue en décembre 2012.

40. Le Comité exécutif peut souhaiter demander à la 68<sup>e</sup> réunion un rapport périodique supplémentaire sur la préparation d'un projet de démonstration concernant l'élimination des SAO (ASP/DES/54/PRP/53), si la demande de financement n'est pas présentée à la 68<sup>e</sup> réunion.

41. Le Japon est aussi à préparer un « projet de démonstration visant à valider la technologie de réfrigération avec CO<sub>2</sub> transcritique pour application à la fabrication de glace en blocs à Austin Laz » au Nigéria (NIR/REF/61/PRP/127), qui avait été approuvée en juillet 2010. Le Japon a indiqué que le solde des fonds sera utilisé pour équilibrer les stocks de la machine à glace, déplacée au Japon. Elle sera soit mise au rebut ou retournée à la contrepartie au Nigéria.

#### **Portugal**

42. Le Portugal a achevé tous les projets qu'il avait à mettre en oeuvre en 2011.

#### **Espagne**

43. L'Espagne est à mettre en oeuvre trois projets bilatéraux concernant le bromure de méthyle, dont deux projets d'investissement en Libye et au Mexique et un projet d'assistance technique dans la région de l'Amérique latine. Ces projets permettront d'éliminer 90 tonnes PAO lorsqu'ils seront mis en oeuvre.

#### Accords pluriannuels

44. L'Espagne est à mettre en oeuvre deux projets pluriannuels concernant le bromure de méthyle en Libye et au Mexique. Le projet du Mexique (MEX/FUM/60/INV/151) a été approuvé en 2010 et sera mené à terme tel que prévu. On a fait état d'aucun décaissement de fonds pour l'année 2011. Toutefois, l'Espagne a indiqué que des fonds ont été transférés à l'ONUDI en 2011 et dégagés pour l'achat de serres et d'autres éléments. Les dépenses afférentes seront déclarées en 2012, parce que les serres sont en cours d'installation. Dans le cadre de « l'élimination du bromure de méthyle dans l'horticulture : tomates, concombres, poivrons et autres » en Libye (LIB/FUM/56/INV/30), l'Espagne a indiqué que ces activités ont repris et que la livraison du matériel acheté en 2010 est prévue en 2012.

#### Projets individuels

45. L'« assistance technique visant à mettre en place d'autres solutions chimiques dans les pays qui ont rééchélonné leur plan d'élimination du bromure de méthyle (Argentine et Uruguay) » (LAC/FUM/54/TAS/40), approuvé en avril 2008 devrait maintenant être achevé avec un retard de 34 mois. L'Espagne a indiqué que des essais ont été réalisés en Uruguay; et que certains d'entre eux ont été établis en Argentine; l'Espagne attend les résultats pour établir un rapport.

## Suède

46. La Suède a achevé tous les projets qu'elle avait à mettre en oeuvre.

## RECOMMANDATIONS

47. Le Comité exécutif peut souhaiter prendre les dispositions suivantes :

- (a) Prendre note avec satisfaction des rapports périodiques figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/67/11 et qui ont été présentés par les gouvernements suivants : Australie, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Portugal, Espagne et Suède;
- (b) Demander :
  - (i) Aux gouvernements de la République tchèque, d'Israël et de la Suisse de transmettre leurs rapports périodiques;
  - (ii) Aux gouvernements des pays suivants : République tchèque, France, Israël, Italie, Japon et Espagne, de présenter des rapports sur les projets présentant des retards dans la mise en œuvre indiqués au tableau 2 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/67/11;
  - (iii) Demander que soient présentés à la 68<sup>e</sup> réunion des rapports de situation supplémentaires afin d'assurer la surveillance de :
    - a. Résolution des questions relatives au mécanisme financier et au cofinancement pour le Nigéria, le Sénégal et le Soudan d'ici la 68<sup>e</sup> réunion à titre de point de repère pour l'achèvement, afin d'éviter d'avoir à envisager l'annulation possible dans ces pays du « projet de démonstration stratégique pour la reconversion accélérée des refroidisseurs avec CFC dans les pays africains » (AFR/REF/48/DEM/36), mis en œuvre par la France;
    - b. Prochaine mesure proposée pour l'achèvement afin d'éviter d'avoir à envisager l'annulation possible du projet « des réseaux Afrique d'application des mesures douanières pour la prévention du commerce illicite de SAO au sein des organisations commerciales sous-régionales africaines » (AFR/SEV/53/TAS/39), mis en œuvre par la France;
    - c. Progrès réalisés dans la mise en œuvre par l'Allemagne du projet pour le plan de gestion de l'élimination des HCFC avec un faible taux de décaissement en Afghanistan (AFG/PHA/63/INV/13), en Iran (République islamique de) (IRA/PHA/63/INV/201), et en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG/PHA/63/INV/11);
    - d. Mesures prises par le Botswana en ce qui a trait à l'établissement du système d'autorisation d'importation et d'exportation de SAO mis en œuvre par l'Allemagne;
    - e. Progrès en matière de mise en œuvre du projet d'élimination des CFC avec un faible taux de décaissement au Sénégal (SEN/PHA/57/INV/28), mis en oeuvre par l'Italie;
    - f. Achèvement du projet de démonstration des HCFC en Colombie

(COL/FOA/60/DEM/75) mis en oeuvre par le Japon, s'il n'est pas achevé d'ici la 68<sup>e</sup> réunion;

- g. Résolution des questions relatives au mécanisme de financement et de cofinancement du Nigéria, du Sénégal et du Soudan d'ici la 68<sup>e</sup> réunion à titre de point de repère pour l'achèvement, afin d'éviter d'avoir à envisager l'annulation possible dans ces pays du « projet de démonstration stratégique concernant la reconversion accélérée des refroidisseurs avec CFC dans les pays africains » (AFR/REF/48/DEM/35), mis en oeuvre par le Japon; et
- h. Préparation d'un projet de démonstration sur la destruction des SAO dans la région de l'Asie-Pacifique (ASP/DES/54/PRP/53), mis en oeuvre par le Japon, si la demande de financement n'est pas présentée à la 68<sup>e</sup> réunion.

----

## 2011 Status on Canada's Bilateral Activities

### I. Project Approvals and Disbursements

#### A. Annual Summary Data

As of December 31<sup>st</sup> 2011, the Executive Committee has approved 86 activities as bilateral contribution from the Government of Canada to the Multilateral Fund. Of the \$9,758,438 approved as bilateral contributions from Canada, US \$9,370,673 has been disbursed by the end of 2011. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount*
1993	\$649,500
1994	\$536,270
1995	\$50,000
1996	\$761,685
1997	\$853,950
1998	\$548,710
1999	\$727,040
2000	\$917,251
2001	\$878,552
2002	\$525,450
2003	\$412,821
2004	\$682,825
2005	\$177,259
2006	\$342,874
2007	\$310,929
2008	\$954,487
2009	\$99,440
2010	\$329,395
2011	0
<b>TOTAL</b>	<b>\$9,758,438</b>

\*Adjusted for the return of unutilized funds and including support costs

#### B. Summary Data by type (CPG, DEM, INS, INV,PRP, TAS,TRA)

According to the Secretariat's classification system, Canada's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)*
Country Programmes		
Demonstration Projects	4	\$562,000
Institutional Strengthening		
Investment Projects	10	\$1,527,011
Project Preparation	8	\$151,539
Technical Assistance	41	\$5,572,957
Training	23	\$1,944,931
<b>TOTAL</b>	<b>86</b>	<b>\$9,758,438</b>

\*Adjusted for the return of unutilised funds and including support costs

## **II. Project Completions Since Last Report**

Since the last progress report, Canada completed 4 projects. In addition, one project was transferred to another agency in 2011.

## **III. Global and Regional Project Highlights**

N/a

## **IV. Completed and On-going Projects**

Of the 86 activities approved to date, 75 have been completed, 3 were closed, 3 have been transferred to other agencies and the remaining 5 are on-going (3 of these 5 were completed by March 2012).

## **V. Status of Project preparation, by country**

n/a

## **VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)**

Totals funds approved for 2006, 2007 and 2008 were adjusted in this status report to take into account adjustments to Canada's bilateral contribution approved by the Executive Committee at its 64<sup>th</sup> meeting to reflect funds returned from completed projects. In addition, the approved funds for 2010 were adjusted to take into account the transfer of a project approved by the Executive Committee at its 63<sup>rd</sup> meeting.



## SUMMARY NARRATIVE: FRANCE PROGRESS REPORT 2011



The annual progress report relates to projects implemented through the French bilateral contribution to the Multilateral Fund. It comprises an Excel database referred to as Annex 2, sent separately to the Multilateral Fund Secretariat and the current summary narrative report.

The Government of France's bilateral programme is monitored by the Secretariat of the Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) or French GEF on behalf of the Ministry of Economy, Finance and Industry, General Directorate of the Treasury and Economic Policy (Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique, DGTPE).

### **I. Project Approvals and Disbursements:**

#### **A. Annual Summary Data:**

From 1994 until 31 December 2011, the Executive Committee approved 108 projects funded through the French bilateral contribution to the Multilateral Fund of the Montreal Protocol.

Expressed in their approved US\$ values, these activities amounted to US\$ \$13 265 218, including the deduction of adjustments made through the transfer of certain activities to other implementing agencies and to the balance returns for completed projects.

There are six on-going projects at 31/12/2011, including one new activity approved in April 2011, namely the demonstration project for disposal of unwanted ODS in Mexico, jointly implemented with UNIDO.

Support costs are not reflected in the following table, because on the one hand, they were not provided for France until July 1999. On the other hand, since support costs have been granted, the value of the disbursed support costs is calculated by applying the disbursement ratio for any given project.

The yearly distribution of the adjusted funds approved since 1994 is the following at 31/12/2011:

<b>Year</b>	<b>Approved funding plus Adjustments (PR 2011)</b>
1994	\$ 220 767
1995	\$ 120 000
1996	\$ 944 662
1997	\$ 1 642 481
1998	\$ 361 719
1999	\$ 2 120 292
2000	\$ 246 837
2001	\$ 474 593
2002	\$ 13 364
2003	\$ 1 006 620
2004	\$ 1 567 045
2005	\$ 1 697 752
2006	\$ 940 000
2007	\$ 725 000
2008	\$ 746 000
2009	\$ 254 586
2010	\$ 183 500
2011	\$ 500 000
<b>Total</b>	<b>\$ 13 765 218</b>

US\$ 12 907 596 have been disbursed, or 94 % of this total.

US\$ 115 514 of balances from completed projects will be returned to the Multilateral Fund in 2012.

The remaining balances for the six ongoing projects equal US\$ 742 109.

## B. Summary of Data by Project Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

The French GEF has carried out mainly investment and technical assistance activities. The break down of the 108 activities is the following:

<b>PROJECT TYPE</b>	<b>Number of Activities</b>	<b>Approved Funding plus Adjustments (US\$)</b>	<b>%</b>
<b>Preparation (PRP)</b>	17	\$ 399 531	2,90%
<b>Country programme (CPG)</b>	4	\$ 129 287	0,94%
<b>Institutional Strengthening (INS)</b>	1	\$ 25 983	0,19%
<b>Demonstration (DEM°)</b>	2	\$ 860 000	6,25%
<b>Investment (INV)</b>	36	\$ 8 245 612	59,90%
<b>Technical assistance (TAS)</b>	33	\$ 3 152 908	22,90%
<b>Training (TRA)</b>	15	\$ 951 897	6,92%
<b>TOTAL</b>	108	\$ 13 765 218	100%

## II. Project Completions since the last Progress Report

Four projects were completed in 2011:

Terminal phase-out management plan (second tranche)	AFR/UGA/PHA/59/INV/15
Implementation of an ODS recovery and recycling network	AFR/MOR/REF/23/TAS/17
Terminal phase-out management plan (first tranche)	AFR/CAF/PHA/55/INV/17
Terminal phase-out management plan (second tranche)	AFR/CAF/PHA/55/INV/19

The following outstanding balances will be returned to the Multilateral Fund in 2012:

		<b>Approved Funding plus Adjustments (US\$)</b>	<b>Per Cent of Funds Disbursed</b>	<b>Balance (US\$)</b>	<b>Support Cost Approved (US\$)</b>	<b>Support Cost Balance (US\$)</b>
MOR/FUM/29/INV/37	Phase-out of methyl bromide use in the cut flower and banana production	1 006 652	92%	78 440	120 732	9 408
LAO/REF/34/TRA/04	Implementation of the RMP: customs training programme	81 542	86%	11 242	10 600	1 461
ETH/REF/44/TAS/14	RMP Update	91 300	85%	13 432	11 869	1 746
ETH/PHA/51/PRP/17	TPMP preparation	30 000	59%	12 400	3 900	1 612
	<b>TOTAL</b>			<b>115 514</b>		<b>14 227</b>

#### **IV. Performance Indicators (INV, TAS and TRA):**

Project preparation, country programs and institutional strengthening projects are not taken into account by performance indicators. Since 1994, the Government of France implemented 22 of them out of a total of 108 activities.

The status of the implementation of the remaining 86 activities is the following at 31/12/2011:

<b>PROJECT TYPE</b>	<b>CLOsed</b>	<b>COMpleted</b>	<b>FINancially completed</b>	<b>ONGoing</b>	<b>TRF (transferred)</b>
<b>Demonstration (DEM°)</b>	0	0	0	2	0
<b>Investment (INV)</b>	2	16	13	3	2
<b>Technical assistance (TAS)</b>	3	11	16	1	2
<b>Training (TRA)</b>	3	2	10	0	0
<b>TOTAL Demonstration, Investment, Technical assistance and Training Projects</b>	8	29	39	6	4
<b>GRAND TOTAL</b>	8	31	59	6	4

#### **V. Status of Agreements and Project Preparation by country:**

Of the 17 project preparations activities approved by the Executive Committee since 1994, 15 are financially completed, and 2 are completed. No new project preparation was submitted in 2011.

#### **VI. Administrative issues (Operational, Policy, Financial, and Other Issues)**

##### **A. Meetings Attended**

As in 2010, the French GEF Secretariat chaired the Executive Committee constituency comprised of France, Germany, Italy and the United Kingdom on behalf of the Ministry of Economy, Finance and Industry, General Directorate of the Treasury and Economic Policy.

As Executive Committee member, the French GEF Secretariat attended all three Executive Committee meetings held in Montreal, Canada in April and July and in Bali, Indonesia in November.

In 2011, the French GEF Secretariat also took part in two African Ozone Officers network meetings held in Mahe, Seychelles and Harare, Zimbabwe.

Finally, the French GEF Secretariat was also very much involved in various meetings related to the Multilateral Fund replenishment negotiations, which were concluded during the Meeting of the Parties to the Montreal Protocol in November 2011.

## **B. Co-operation**

The bilateral contribution of France has been implemented directly or through other implementing agencies, essentially the German International Cooperation (GIZ) and UNIDO. However, no new cooperation opportunity was considered seriously in 2011, as the Government of France decided to reflect upon its past cooperation and use of bilateral contributions.

## **C. Adjustments**

Adjustments will be made in 2012 for the projects with balances mentioned previously.

## **C. Other Issues**

None

## **Annex I Country Development and Institutional Strengthening Unit Highlights**

### **A. Country Programs**

Since 1994, four Country Program preparations have been approved and completed for Mauritania, Vietnam, Madagascar and Vietnam.

### **B. Institutional Strengthening:**

One project was approved in 1994 and completed in 1999.

## **Annex II: Database of French bilateral activities carried out within the framework of the Montreal Protocol until 31 December 2010.**

*The Excel spreadsheet has been sent separately to the Secretariat of the Multilateral Fund.*